



« Haïti a la tête en bas »

Le pays s'enfonce plus encore dans la misère et la colère enfle depuis des mois. De nouvelles manifestations sont attendues pour réclamer des comptes après l'énorme scandale de détournement d'argent du fonds PetroCaribe.

Port-au-Prince (Haïti)
De notre envoyée spéciale

Dix-neuf heures. Il fait nuit, vraiment nuit, à Port-au-Prince. La capitale est enveloppée d'un noir opaque. Quelques points lumineux, telles des lucioles éparpillées dans la ville, indiquent les chanceux équipés d'un générateur. Au bout d'une rue défon-

cée et non asphaltée, le loueur de voitures sort telle une ombre de son bureau et part à la recherche d'une bonne âme éclairée chez qui il pourrait brancher son terminal de carte bancaire. « Cela fait deux semaines qu'il n'y a de l'électricité que deux ou trois heures par jour. Chez moi, il n'y en a pas du tout. Je dois aller loin pour charger mon téléphone », fulmine Jean-Philippe,

le chauffeur. Le quotidien *Le Nouvelliste* a fait état en mars de la faillite chronique de la compagnie d'électricité.

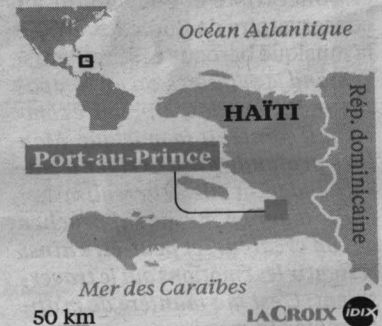
Des « quartiers sans », il y en a partout en Haïti, où plus des trois-quarts de la population vivent dans la pauvreté.

« Tout va de travers, tout est à l'envers, le pays a la tête en bas », commente Jean-Philippe, pointant les engagements non tenus du président Jovenel Moïse, « élu » en février 2017 par 12 % des électeurs (21 % avaient voté). « Il nous avait promis à chacun : "Tu auras du courant 24 heures sur 24, à manger dans ton assiette, de l'argent dans ta poche." Il devait construire des routes, développer l'agriculture. Que des mensonges ! Le peuple meurt de faim », s'indigne-t-il.

Jean-Philippe, 37 ans, vit avec

sa femme et ses trois jeunes enfants dans une toute petite maison de tôle dans un « quartier sans ». Un quartier sans eau, sans électricité, sans services, sans État, comme ces nombreux bidonvilles ou bétonvilles qui encerclent les beaux quartiers de Pétiion-Ville sur les collines de Port-au-Prince, depuis que le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a détruit la ville basse historique restée depuis lors largement en ruine et aux mains de gangs armés. Des « quartiers sans » comme il y en a partout en Haïti où plus des trois quarts de la population vivent dans la pauvreté. Tandis que des familles éhontément riches se barricadent derrière des murs d'enceinte et des gardes armés quand elles ne se replient pas sur leurs bases arrière en Floride. « Haïti est une des sociétés les plus inégalitaires au monde », confirme la sociologue Sabine Lamour.

Jean-Philippe, lui, chérit des yeux les six rangées de parapain qu'il a dressées à l'ombre des arbres il y a un an déjà. Les fondations d'une future maison qu'il construira un jour... Quand



il n'aura plus à assurer péniblement une survie au quotidien. Alors, parfois, il se joint aux manifestants pour demander des comptes à l'État prédateur.

« La corruption est au cœur du système, la rapacité de l'élite dirigeante, des parlementaires et des grandes familles de la bourgeoisie qui s'approprient des monopoles, est hors norme. Le pays est pillé. L'agriculture décimée au profit d'importations, abonde un observateur. Dire que Haïti faisait jeu égal jusque dans les années 1970 avec la République dominicaine, qui a aujourd'hui un PIB par habitant dix fois supérieur ! »

Depuis près d'un an, la colère enfle. La population ●●●

Dans les rues de Port-au-Prince, des habitants manifestaient le 29 mars dernier pour demander le départ du président Jovenel Moïse. Valérie Baeriswyl/AFP



passé l'argent?» et brandissent des assiettes pour crier leur faim dans les rues de Port-au-Prince et des villes du pays, le 17 octobre, autre date symbolique qui commémore la mort du héros de l'indépendance Dessalines. « Mais la mort, pour nous, c'est un autre voyage », précise Gilbert Mirambeau. À nouveau des foules immenses se rassemblent le 18 novembre, date anniversaire de la victoire de la bataille de Vertières sur les troupes napoléoniennes. « Les Haïtiens n'acceptent plus de vivre aussi misérablement. La migration ne constitue plus la porte de sortie. Le pays s'urbanise, cela change la donne », fait valoir Sabine Lamour.

« Les Haïtiens n'acceptent plus de vivre aussi misérablement. La migration ne constitue plus la porte de sortie. Le pays s'urbanise, cela change la donne. »

« Les partis d'opposition qui veulent leur part du gâteau s'en sont mêlés, ils ont parasité le mouvement, faisant passer au second plan les revendications civiques », déplore Jean-Marie Théodat. Mais c'est lors du quatrième acte, le 7 février – jour qui célèbre la fin de la dictature Duvalier – que l'opposition a déployé la violence. « Elle a fait appel aux gangs armés qui contrôlent des quartiers, érigé des barricades, bloqué les gens chez eux », ajoute Jean-Marie Théodat. Le « lock », le blocage total de la capitale,

●●● miséreuse a été chauffée à blanc le 6 juillet 2018 quand le gouvernement a annoncé en

revendait via le bureau de monétisation de l'aide publique au développement transformé en véri-

repères

de développement humain du Programme des Nations



●●● miséreuse a été chauffée à blanc le 6 juillet 2018 quand le gouvernement a annoncé, en plein match de foot, des hausses vertigineuses de carburants – de 38 % à 51 %. « C'est la dialectique du bord de la falaise. Le gouvernement avait misé, dans une totale improvisation, sur le fait que si le Brésil avait gagné contre la Belgique, il y avait une chance que ça passe dans un pays addict au foot », souligne le géopoliticien Jean-Marie Théodat. Deux jours d'émeutes s'en étaient suivis, de mise à sac de stations-service et de magasins propriétés de dirigeants, provoquant la mort de quatre personnes, un rétropédalage et la démission du premier ministre.

C'est sur ce terreau propice qu'a mûri la révolte contre l'énorme scandale de détournement d'une partie des 4,2 milliards de dollars du fonds PetroCaribe qui, en dix ans, a éclaboussé quatre présidents et six gouvernements. À partir de 2008, Haïti a profité du pétrole à très bas coût et à paiement différé qu'offrait le Venezuela, alors prospère, aux États des Caraïbes. « Le gouvernement le

revendait via le bureau de monétisation de l'aide publique au développement, transformé en véritable boîte noire de corruption », poursuit l'observateur.

Les infrastructures – routes, hôpitaux, réseaux d'eau, stades, etc. – qui devaient être financées, après décaissement de cette manne par le Parlement, furent surfacturées, partiellement réalisées ou ne virent jamais le jour. Le président avait lui-même, alors candidat, perçu de coquettes sommes pour développer la culture et l'exportation de bananes, arrêtée après l'exportation d'un seul conteneur. Ce qui lui vaut le surnom d'« homme banane ». « Il a financé sa campagne présidentielle avec cet argent », peste Youseline Voltaire. La jeune femme de 20 ans, orpheline, qui se définit comme écrivaine, poétesse et commerçante fait la tournée des restaurants pour vendre son petit opuscule *Les Dilapidateurs du fonds de PetroCaribe*.

« Kote Kob PetroCaribe ? » (« Où est passé l'argent de PetroCaribe ? »). En postant cette pancarte qu'il brandit les yeux bandés sur les réseaux sociaux le 14 août

repères

Les trois quarts des Haïtiens vivent avec moins de 2 € par jour

Haïti est le seul pays moins avancé (PMA) des Amériques.

Les trois quarts (78 %) des 11 millions de Haïtiens vivent avec moins de 2 € par jour. La moitié survit même avec moins d'un euro.

Le pays est classé au 168^e rang (sur 189), d'après l'indice

2018, le cinéaste Gilbert Mirambeau sera à l'origine du mouvement des « Petrochallengers » qui secoue Haïti depuis plusieurs mois pour réclamer la reddition des comptes et un procès sur cette affaire. « Dans le subconscient des Haïtiens, le 14 août rappelle le premier soulèvement contre l'esclavage en 1791, sourit le cinéaste. On s'est ensuite regroupés sur Internet, on a créé une plateforme "Ayti nou-

de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement.

Le taux de chômage est officiellement de 27 %, mais dans les faits les deux tiers des Haïtiens sont touchés par le chômage ou le sous-emploi.

La moitié du budget et 80 % des investissements proviennent de l'aide extérieure.

Le pays importe la totalité des hydrocarbures et 60 % de ses besoins alimentaires en dépit d'un fort potentiel agricole.

vlea" ("Haïti que nous voulons").» De premiers sit-in sont organisés devant la Cour des comptes pour la forcer à publier un audit sur le fonds PetroCaribe (un premier rapport, partiel, a été publié fin janvier).

Étudiants, intellectuels, artistes convergent et entraînent de larges franges de la population. Des centaines de milliers de personnes interrogent : « Où est

sont mêlés, ils ont parasité le mouvement, faisant passer au second plan les revendications civiques », déplore Jean-Marie Théodat. Mais c'est lors du quatrième acte, le 7 février – jour qui célèbre la fin de la dictature Duvalier – que l'opposition a déployé la violence. « Elle a fait appel aux gangs armés qui contrôlent des quartiers, érigé des barricades, bloqué les gens chez eux », ajoute Jean-Marie Théodat. Le « lock », le blocage total de la capitale, les casses et les violences, ont duré dix jours. Dix jours de silence assourdissant des autorités. Le Canada et les États-Unis ont rapatrié leurs ressortissants, et depuis lors mettent Haïti sur la liste rouge des pays à éviter. « On ne trouvait plus à manger ; le seau d'eau avait flambé à 100 gourdes, au lieu de 15 (1 € au lieu de 0,15 €) », se souvient Jean-Philippe. « Les Haïtiens sont en mode survivance. Le lock a fait du mal, la période a été très dure », regrette Gilbert Mirambeau, qui reconnaît que le mouvement s'es-souffle.

« La peur a changé de camp. Les Haïtiens ne voteront plus comme avant », pronostique toutefois Jean-Marie Théodat. Les Petrochallengers n'ont pas dit leur dernier mot. Ils étaient le 3 avril en sit-in devant la Cour des comptes pour exiger la publication de la suite du rapport sur le fonds PetroCaribe. Et se donnent rendez-vous le 18 mai, grande date du « jour du drapeau ».

Marie Verdier